

Habiter le territoire, un modèle de transition écologique

François L'Italien

Numéro 798, septembre–octobre 2018

Développement régional : un Québec en morceaux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/88773ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

L'Italien, F. (2018). Habiter le territoire, un modèle de transition écologique. *Relations*, (798), 28–31.

HABITER LE TERRITOIRE, UN MODÈLE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Pour contrer la dévitalisation et planifier la transition écologique, il faut sortir du modèle libéral-extractiviste de développement et se tourner vers une approche axée sur l'habitation du territoire.

François L'Italien

L'auteur, sociologue, est chercheur à l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC)

L'application de la médecine néolibérale à l'État québécois a provoqué un profond remodelage de l'action publique vis-à-vis de la question régionale. Abandonnant jusqu'à l'idée d'une planification territoriale cohérente, le gouvernement se contente aujourd'hui d'«accompagner» les régions. Dans quel but? La réponse est fournie dans les manuels de management et répétée par les consultants en marketing social: pour qu'elles soient compétitives, attractives et innovantes. Les maigres ressources dont elles disposent sont ainsi drainées vers des stratégies archi-convenues, destinées à les adapter à la globalisation. L'une des plus largement répandues aujourd'hui est l'établissement d'un «branding territorial», par lequel les régions visent à faire valoir leurs spécificités dans la concurrence internationale.

Au-delà de la rhétorique, cette néolibéralisation de la question régionale a pour effet d'accélérer les lignes de fracture dans les milieux de vie situés en périphérie des grands centres. Cette situation n'est certainement pas étrangère au retour en force du paradigme extractiviste et d'une vision du territoire comme objet de consommation plutôt que comme lieu d'habitation. L'expansion fulgurante de l'industrie des croisières, la création d'enclaves du divertissement globalisé (comme le Village Club Med de Charlevoix ou encore Mont-Tremblant, dans les Laurentides), mais aussi les mégaprojets miniers du Plan Nord et de Canadian Malartic en Abitibi en sont quelques exemples typiques. La liste s'allonge à mesure que l'État québécois accepte de laisser aller, de laisser faire, sous couvert de décentralisation des responsabilités vers les milieux locaux.

Résister à cette approche ne suffira pas. Il faudra redéployer un plan d'ensemble pour reprendre l'initiative. Pour cela, le Québec n'est pas sans ressources. Les bases d'un autre modèle de développement, opposé à l'approche libérale-extractiviste, ont en effet été jetées au cours du siècle dernier. Méconnues, elles demandent à être reprises et actualisées. Cela est d'autant



Caroline Hayeur, la rivière Moisie dans toute sa splendeur vue du train Tshuetin qui fait le trajet Sept-Îles-Schefferville, Côte-Nord, 2014

plus nécessaire que la crise écologique exige de mettre de l'avant un cadre de propositions où sont simultanément repensés l'économie, l'écologie et le territoire.

Pour une politique d'habitation du territoire

Au Québec, il y a longtemps que les régions éloignées des grands centres luttent pour assurer leur développement, quand ce n'est pas leur survie. Menées par des communautés déterminées à défendre leurs milieux de vie, ces luttes ont pris un tournant décisif au cours des premières décennies du XX^e siècle. L'ouverture de «pays neufs» à la colonisation aux quatre coins du Québec s'est en effet butée à l'intensification d'une logique extractiviste, pilotée par des multinationales spécialisées dans l'exploitation des ressources naturelles. La forêt, les grandes rivières, les minerais ont été accaparés par des acteurs indifférents aux réalités du territoire et d'abord soucieux de leur rentabilité. En plus de bloquer le plein développement des communautés rurales, cette logique a entraîné la détérioration d'écosystèmes entiers.

Plutôt que de se laisser abattre, plusieurs villages qui venaient d'être ouverts se sont retournés les manches. À défaut d'avoir pu s'opposer directement au grand capital, ils ont

conçu, avec les moyens du bord, un autre modèle de développement axé davantage sur une logique d'habitation du territoire que sur l'extraction des ressources. Contre la concurrence capitaliste, ce modèle a misé sur la coopération et la gestion commune des richesses naturelles. Contre le productivisme, des formules valorisant les métiers et la diversification économique ont vu le jour. Et contre la concentration des lieux de production et de transformation dans les grands centres, ce modèle a soutenu l'appropriation territoriale des circuits de valorisation. De l'Abitibi-Témiscamingue à la Gaspésie, en passant par le Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent, plusieurs régions rurales québécoises ont vécu un intense moment d'expérimentation sociale au cours des décennies 1940-1950.

L'un des penseurs de ce modèle, Esdras Minville (1896-1975), a développé dans ses écrits une série d'analyses et de propositions dont l'objectif était de renforcer sa cohérence. Tout en insistant sur la nécessité que ces initiatives aient un ancrage local fort, Minville n'était pas dupe : sans le renfort d'institutions de coordination à l'échelle nationale, elles n'étaient pas en mesure de rivaliser avec les puissances privées qui jouaient contre elles. Implanter durablement un autre modèle de développement des communautés locales en Amérique du Nord devait nécessairement passer par la création d'institutions (des sociétés agroforestières régionales et des fonds d'investissement dotés de capital patient, pour ne donner que deux exemples) capables de disputer aux multinationales la capacité d'agir sur les principaux facteurs affectant les régions.

Bien qu'elle ne se soit jamais concrétisée, cette politique d'habitation du territoire basée sur la complémentarité des initiatives locales et des institutions nationales est plus pertinente que jamais. Cela pour plusieurs raisons, à commencer par des motifs sociodémographiques évidents. Alors que les mouvements sociaux du Québec rural pouvaient compter sur une démographie qui leur était favorable jusqu'au début des années 1980, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Plusieurs communautés qui ont constitué des foyers d'expérimentation sociale sont aujourd'hui fragilisées par des dynamiques de dévitalisation économique, entraînant un clivage au sein même des régions, entre les villes-centres et l'arrière-pays. Cette perte de cohésion compromet évidemment le rapport de force que pouvaient établir les communautés régionales avec les tenants du statu quo économique. Miser sur les seuls ressorts des pouvoirs municipaux dans ce contexte équivaut à confiner plusieurs milieux à l'impuissance. Sans le concours de relais institutionnels nationaux visant à accroître l'autonomie des milieux et à fournir le soutien nécessaire aux initiatives porteuses, même les meilleurs projets sont condamnés à la marginalité et à l'essoufflement.

À l'opposé, si les politiques publiques en matière de développement régional au Québec ont eu des effets peu probants, c'est qu'elles ont été sourdes aux propositions ambitieuses issues des communautés locales. Au moment où elles auraient dû être soutenues par l'État afin de pouvoir peser sur le cours de l'histoire, les initiatives mises de l'avant par ces communautés ont été écartées, ou pire, ignorées. Plus souvent qu'autrement, les politiques publiques de développement rural

UN TERRITOIRE EN PARTAGE

Guy Côté

L'auteur est membre du Groupe de théologie contextuelle québécoise qui a publié le livre collectif *Nous sommes le territoire* (Novalis, 2016)

Par-delà certains défis tels que le peuplement, la répartition des emplois ou la décentralisation des services, l'aménagement du territoire comporte aussi une dimension immatérielle, puisque s'y incarnent l'histoire, la culture et les valeurs d'un peuple. Il doit donc aussi être appréhendé en tant qu'espace imprégné d'un imaginaire social : quel mode de développement voulons-nous y promouvoir ? Quel type de société pourra s'y inscrire ?

La sagesse biblique jette sur ces questions une lumière particulière, encore pertinente aujourd'hui. Cette tradition est en effet traversée par un projet de recomposition des liens de réciprocité entre les humains et avec la nature, dans la vive conscience d'une connexion entre les enjeux territoriaux et sociaux. La toile de fond y est dramatique, avec la représentation d'un chaos originel, d'une cassure à réparer dans l'ordre

de l'univers, d'un conflit brutal entre frères ennemis, du règne du mensonge et de la tromperie. Une Parole va s'introduire dans ce monde, appelant à la réconciliation. Par la voix de ses prophètes, en effet, Yahweh va promettre à Israël une terre où coulent le lait et le miel, pourvu que le partage des ressources, la libération des opprimés et l'accueil de l'étranger fassent partie intégrante du projet collectif. Il faudra aussi respecter les rythmes de la terre en la laissant en repos tous les sept ans. Telle était l'utopie qui devait présider à l'installation du peuple hébreu dans le pays de Canaan.

La vision de Jésus sera encore plus radicale. L'ordre ancien devra être renversé : les derniers deviendront les premiers, les humbles seront les plus grands ; il faudra perdre sa vie pour la sauver, servir plutôt que dominer. Le monde ne retrouvera pas son harmonie sur les bases qui l'ont conduit au chaos. On devra changer de regard et de pratique, voir l'autre comme son égal, devenir frères et sœurs. Ce sera entrer sur une terre nouvelle, dans une réalité paradoxale et risquée que les évangiles appellent le Royaume de Dieu.

Le message de Jésus va s'incarner dans sa prédilection pour la lointaine Galilée, largement peuplée par des paysans exploités et des foules de laissés-pour-compte, méprisés par les élites de Judée et les autorités du Temple de Jérusalem. Contre toute attente, c'est là qu'il recrute ses disciples, et c'est de là que sa vision devra se répandre sur la Terre (Marc 16,15). Ses choix



Caroline Hayeur, du bout du quai du village de Percé, le majestueux rocher Percé s'illumine au coucher du soleil, Gaspésie, 2015

ont pris le parti de la modernisation économique, destinée à standardiser les modes de vie et à rationaliser l'occupation des territoires. Les débats entourant les travaux du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, qui ont eu lieu dans les années 1960, ont mis en évidence les contradictions entre les objectifs pragmatiques du gouvernement et les revendications des mouvements sociaux ruraux.

Cela dit, des leçons ont été tirées de ces affrontements. Tout en tenant compte des erreurs et impasses du passé, il est plus nécessaire que jamais d'opposer à la gouvernance néolibérale

des régions une politique d'habitation du territoire. Cette politique devrait articuler le potentiel des initiatives locales et régionales de développement avec les moyens et les finalités des institutions publiques québécoises. Alors que les sociétés doivent s'engager dans une transition écologique qui soit juste et ambitieuse, l'occasion est belle de concevoir de nouvelles manières de produire, de se déplacer, d'habiter et de vivre ensemble.

Tout en conservant la capacité de fixer les grands objectifs à atteindre, ainsi que les principales modalités pour y parvenir,

rappellent aux pouvoirs en place à Jérusalem que la gestion du territoire est viciée si elle est soumise à la domination d'une minorité possédante, dans le mépris du peuple auquel cette terre était destinée. Son audace lui coûtera la vie.

Un territoire est une parcelle de l'univers qui est en quelque sorte confiée à une population pour qu'elle en prenne soin. Son occupation n'a de sens et de légitimité que dans l'exercice avisé de cette responsabilité. C'est, aujourd'hui comme autrefois, la condition d'une occupation fidèle à notre mission de veilleurs et de gardiens envers tous ses occupants, à commencer par les plus vulnérables. Devant l'afflux de migrants et de réfugiés dans nos sociétés occidentales, une telle perspective jette le discrédit sur toute forme d'intolérance, de xénophobie ou de racisme. Elle dispose à un parti-pris d'accueil et d'ouverture plutôt qu'à des réflexes défensifs. S'ajoute aujourd'hui la prise de conscience aiguë des partages nécessaires avec les Premiers Peuples, les autres espèces vivantes et les générations futures. Ces différents appels à la solidarité mettent en accusation un type d'économie axé sur l'accumulation illimitée de profit et la prédation des richesses naturelles, aux dépens de l'équité sociale et de l'éco-justice. On voit mal en effet comment une telle approche refusant toute limite pourrait être favorable à une occupation viable du territoire.

« Il n'y aura pas de transition écologique sans une réflexion profonde sur ce qu'on veut comme modèle de société¹ », soutenait le printemps dernier René Audet, titulaire de la Chaire de recherche sur la transition écologique de l'UQAM au journal

Le Devoir. Cette affirmation est issue d'expériences communautaires dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie à Montréal, où des motivations sociales servent à nourrir l'engagement écologique. Elle illustre bien l'intuition d'une correspondance profonde entre la qualité éthique des rapports humains et la capacité d'occuper un territoire de façon à l'humaniser et à en faire un espace habitable à long terme.

Pour entrer dans cette nouvelle « terre promise » que constitue la société différente dont nous avons besoin, il faudra passer d'une posture de dissociation entre l'humanité et la nature doublée d'une mentalité d'appropriation jalouse du territoire à une culture d'alliance et d'interdépendance, telle que préconisée par la tradition biblique tout comme dans les cultures autochtones. Si exigeant soit-il, ce changement est en marche, résolument et joyeusement, alors même que l'effondrement civilisationnel nous guette. Au Québec comme ailleurs, d'innombrables initiatives porteuses d'avenir proviennent de personnes éveillées et de regroupements citoyens qui explorent, inventent et expérimentent de nouveaux modes de production, d'agriculture, de transport, d'habitation, d'inclusion, de vie démocratique et communautaire... Une telle créativité donne aux plus intrépides utopies des allures de projets réalisables.

1. Étienne Plamondon, « Rebâtir la cohésion sociale par la transition écologique », *Le Devoir*, 21 avril 2018.

l'État pourrait conférer à des instances régionales et locales de coordination des responsabilités particulières en matière d'aménagement territorial et de transition écologique. Ces instances, contrôlées à l'échelle régionale, pourraient s'appuyer sur les succès qu'ont connus plusieurs régions avec les conférences régionales des élus (CRÉ). Leur autonomie institutionnelle devrait cependant être poussée d'un cran, afin de laisser aux communautés locales la capacité de les investir et d'en faire de véritables leviers de développement.

L'agriculture au cœur de la transition

Cette politique d'habitation du territoire devrait, en outre, miser sur le redéploiement de l'agriculture dans toutes les régions du Québec où elle se pratique. En plus d'être un fort vecteur de consolidation des foyers de peuplement, en particulier dans les «pays neufs», l'agriculture pourrait être un catalyseur pour la mise en œuvre de la transition écologique au Québec.

De récentes initiatives laissent entrevoir tout le potentiel d'une actualisation du modèle agricole et agroalimentaire québécois : le développement des circuits courts, de l'économie de proximité et des fermes maraîchères bio-intensives est actuellement au cœur d'un mouvement de reconquête de la ruralité par des jeunes québécois. Toutefois, pour qu'il soit porteur à long terme, ce mouvement devra tôt ou tard aborder de front la question des conditions nécessaires à son expansion au-delà des localités situées près des grands centres urbains. En d'autres termes : comment faire pour que cette économie agricole locale et écologique puisse être viable, par exemple, en Gaspésie ou en Abitibi-Témiscamingue ? L'une des conditions élémentaires pour que cela puisse se faire est le renversement du déclin démographique et la revitalisation de communautés situées dans les régions éloignées des grands centres. Il est illusoire de penser, comme le prétend l'approche néolibérale, qu'une telle tâche pourra être soutenue par les régions elles-mêmes, sans le soutien de l'État. Il faudra au contraire une politique d'habitation du territoire québécois, où de nouvelles instances de coordination œuvreront simultanément à relancer les villages et à concrétiser la transition écologique.

Là encore, notre héritage n'est pas sans testament : les écrits d'Esdras Minville, comme l'ont si justement montré Robert Laplante et Roméo Bouchard¹, peuvent en effet nourrir la construction d'un autre modèle où l'agriculture jouerait un rôle névralgique, où l'économie serait définie par les limites écologiques des milieux et où la durabilité ne serait pas qu'un qualificatif creux destiné à camoufler le maintien du statu quo. ☺

1. Roméo Bouchard, *La reconquête du Québec*, Montréal, Écosociété, 2011.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au www.revuerelements.qc.ca

SOIRÉES Relations

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL FACE AUX ASSAULTS DU NÉOLIBÉRALISME

Dans la foulée du dossier « Un Québec en morceaux », cette soirée sera l'occasion de poursuivre la réflexion sur le développement régional, en misant sur l'ancrage local. Nous tâcherons également de faire émerger les mobilisations sociales, les résistances et les alternatives citoyennes au modèle néolibéral de développement et d'aménagement du territoire québécois.

À TROIS-RIVIÈRES

Le jeudi 27 septembre 2018, de 19 h à 21 h 30
Musée Pop (Musée québécois de culture populaire)
200, rue Laviolette

AVEC :

- **Jean-François Aubin**, professeur de travail social au Cégep de Trois-Rivières ;
- **Valérie Jubainville**, intervenante communautaire au Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières ;
- **Robert Laplante**, directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine.

EN COLLABORATION AVEC



À RIMOUSKI

Le mercredi 17 octobre 2018, de 19 h à 21 h 30
Musée régional de Rimouski
35, rue Saint-Germain Ouest

AVEC :

- **Jean-Philippe Chabot**, professeur de littérature au Cégep de Rimouski ;
- **Sarah Charland-Faucher**, coordonnatrice du Carrefour international bas-laurentien pour l'engagement social ;
- **François L'Italien**, professeur associé au Département de sociologie de l'Université Laval.

EN COLLABORATION AVEC



Contribution suggérée : 5 \$

RENSEIGNEMENTS : Christiane Le Guen 514-387-2541, poste 234
ou cleguen@cjf.qc.ca | cjf.qc.ca/activites-publiques

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi.